

« Le professeur n'est pas un prestataire de services »

Les concours de l'Éducation nationale n'attirent plus, des classes se retrouvent sans enseignant... Le pédagogue Philippe Meirieu décrypte le malaise et envisage des remèdes.

Entretien

La pénurie de professeurs plane sur cette rentrée. Le gouvernement tente d'y remédier, grâce à des job dating par exemple. Cela vous choque ?

Cela peut se comprendre face à des situations critiques, mais c'est inquiétant. Vu le nombre de départs à la retraite prévus, on va se retrouver devant un déficit colossal. Il faut s'attaquer au problème de fond.

Quelles en sont les causes ?

La plus citée est le manque de reconnaissance salariale. Nous sommes l'un des pays occidentaux où les enseignants sont le moins payés. Il y a trente ans, un professeur des écoles débutait avec l'équivalent de deux Smic, en juin, c'était 1,1 Smic. Les fonctionnaires de l'Éducation nationale ont vu leurs salaires moins revalorisés que d'autres car on vivait avec l'idée qu'il y aurait toujours beaucoup de candidats. Mais en vingt ans, les choses se sont dégradées.

Pourquoi ?

Le métier est dévalorisé, l'éducation n'est pas une priorité... Il y a aussi la technicisation de la fonction. Les professeurs sont de plus en plus considérés comme des exécutants, ils doivent se soumettre à des évaluations, des réformes incessantes. La dimension humaine se dissout au profit d'une gestion technocratique où l'essentiel devient le remplissage de tableaux Excel. Cela entraîne une perte de sens. Comme dans la santé, le social, tous les métiers de l'humain ! Il y a aussi le sentiment que c'est un métier difficile, où l'on est face à des élèves auxquels on n'est pas préparés.

C'est plus compliqué, aujourd'hui, de se retrouver face à une classe ?

Depuis longtemps, le système fonctionne sur le modèle de l'enseignement simultané délivré à des classes homogènes, alors qu'elles le sont de moins en moins. Bien sûr, on peut travailler sous des formes différentes : avec du coenseignement (deux professeurs devant deux classes regroupées), en ménageant des temps de travaux en petits groupes, des temps d'entraide entre élèves... Mais il faut accompagner chaque enfant dans sa singularité, alors que l'on n'en a ni la formation ni les moyens.

Les moyens ne sont pas à la hauteur ?

Non. Les Rased, réseaux d'aides spécialisées aux enfants en difficulté, disparaissent. Juste au moment où l'on parle de l'école inclusive, qui intègre les enfants porteurs de handicap dans des classes ordinaires. Mais celle-ci ne peut se faire que si on donne aux enseignants une formation et des personnels adaptés, les AESH. L'inclusion à tout prix met les ensei-



Le pédagogue Philippe Meirieu rappelle le rôle central des professeurs.

PHOTO : HERMANCE TRIAY, SEUIL

gnants en grande souffrance. Ils n'ont pas les moyens de faire progresser et cela les démoralise.

Qu'en est-il de la formation ?

Un des problèmes majeurs est le déficit en matière de formation continue, surtout pour ceux qui font face à des situations difficiles. En plus, pour limiter les absences de professeurs, le gouvernement vient de décider qu'il n'y aurait plus de formation continue pendant les heures d'enseignement. Ce qui, au passage, entérine la disparition du corps des titulaires remplaçants amorcée il y a une dizaine d'années.

Et la formation initiale ?

Avant, on avait tout un système de pratique accompagnée, qui a été progressivement abandonné pour économiser des postes. Aujourd'hui, on met très vite les stagiaires dans le grand bain !

Pourtant, on leur demande de plus en plus de comptes sur le niveau des élèves ?

Ils se sentent soumis à une obligation de résultats purement quantitatifs, doivent se plier aux injonctions du ministre. Les politiques, les médias

(avec leurs publications de palmarès des établissements) poussent les parents à se voir comme des clients en leur expliquant que l'on ne traite pas leur progéniture comme on le devrait. Les écoles sont vues comme des services commerciaux. On s'adresse à celle qui nous convient le mieux, en tenant peu compte de l'investissement des personnes, ni de la finalité du système éducatif qui n'est pas simplement de s'adapter à chaque enfant, mais de les inviter à travailler ensemble afin d'en faire des citoyens. Ce sentiment que l'école devient un service marchand est vécu douloureusement.

Ils sont aussi concurrencés par les cours privés, et même les start-up, les industriels du numérique qui mettent en place des plateformes proposant des parcours individualisés.

Il y a l'idée que l'enseignement peut être une sorte de distribution individuelle de savoirs, évalués mécaniquement. C'est une erreur. L'école est là pour que les élèves apprennent ensemble, cela seul peut rendre possible une démocratie où les gens ne seront pas crédules de tout ce qu'on leur dira. Aujourd'hui, des tas de

gens imaginent que des machines pourront se substituer aux humains.

Pourrait-on se passer de profs ?

Ceux qui pensent que l'intelligence artificielle pourra les remplacer se trompent ! Un robot conversationnel peut donner un cours, mais cela n'a rien à voir avec un professeur qui porte un regard positif sur l'élève, l'invite à apprendre, crée un climat de coopération. L'idée que l'on pourra s'orienter vers un système scolaire où l'on aura des surveillants d'élèves qui seront chacun sur leur ordinateur m'inquiète. La relation pédagogique fait la grandeur du métier. Et on peut encore mobiliser des jeunes pour être professeur car c'est un métier de l'humain.

Rien n'est désespéré alors ?

Non, mais si on ne redonne pas au professeur son rôle fondateur et qu'on ne l'accompagne pas, notre système va se casser la figure. Nous irons vers une sorte de consumérisme individualiste des savoirs qui n'aura rien à voir avec l'Éducation nationale telle qu'elle a été forgée par les grands ministres comme Jules Ferry et Jean Zay.

Que préconisez-vous ?

Donner une impulsion politique au métier avec une revalorisation financière et la réaffirmation d'un certain nombre de valeurs. Dire que le professeur n'est pas un prestataire de services ou un exécutant obéissant à toutes les réformes. Lui faire confiance et le soutenir dans sa tâche.

Propos recueillis par Florence PITARD.

Repères

1949. Naissance à Alès (Gard).

1983. Soutient une thèse sur « le travail de groupe » et devient professeur de sciences de l'éducation à l'université Lumière Lyon-2.

1987. Publie *Apprendre, oui... mais comment* aux éditions ESF (30^e édition en 2022).

1998. Directeur de l'Institut national de recherche pédagogique.

2020. Président du mouvement d'éducation populaire les Ceméa.

2023. Publie *Qui veut encore des professeurs ?*, Le Seuil, 53 pages, 4,90 €.



« J'ai un amour profond pour les profs. Ceux qui donnent le goût de la lecture, bien sûr, mais pas que. Quand un enseignant écoute un enfant, lui tend la main, ça peut changer sa trajectoire de vie. C'est un métier extraordinaire, qui n'est malheureusement pas valorisé. »

Aurélie VALOGNES.